

Une campagne de d'©nigrement vise les Palestiniens engag's aupr's de la CPI

Description

Par Maureen Clare Murphy, 13 mai 2020



La d'©put'©e de gauche Khalida Jarrar, actuellement d'©tenue en Isra'©l, a '©t'© r'©guli'©rement arr'©t'©e et emprisonn'©e sans accusation ni proc's, '© cause de son appartenance.
(Oren Ziv-ActiveStills)

Les organisations palestiniennes qui plaident pour la responsabilit'© devant [la Cour P'©nale Internationale](#) sont salies par un think tank proche du gouvernement isra'©lien.

[Le Centre de J'©rusalem pour les Affaires Publiques](#) a publi'© la semaine derni'©re un document pr'©tendant que les Palestiniens ont fait du tribunal international une arme de guerre contre les USA et Isra'©l.

Un des deux auteurs de ce document est l'©?ancien directeur du [minist'©re isra'©lien des affaires strat'©giques](#). Ce minist'©re [met en '©uvre les efforts de l'©?t'©tat](#) pour cibler et saboter la d'©fense des droits des Palestiniens, dont le [mouvement de boycott, de d'©sinvestissement et de sanctions](#).

Les efforts sournois du minist'©re pour espionner, d'©nigrer et intimider des citoyens '©tatsuniens qui soutiennent les droits des Palestiniens ont '©t'© expos's dans une s'©rie documentaire produite par Al Jazeera et, apr's que le Qatar l'©?a censur'©e, [publi'©e par l'©?Electronic Intifada](#).

[Al-Haq](#), une des organisations palestiniennes de d'©fense des droits humains vis'©e dans le document du Centre de J'©rusalem pour les Affaires Publiques (CJAP), a [condamn'©](#) ce document comme '©« trompeur et s'©ditieux ».

'©« En v'©rit'©, le rapport a tr's peu de contenu, il recycle plut'©t des souillures pass'©es » a ajout'© Al-Haq. '©« Le rapport donne peu d'©?information sur la situation ant'©rieure '© l'©?enquête de la CPI et opte au contraire pour se concentrer sur des arguments us's et infirm's, de financement et de conduite incorrects ».

Ce document salit Al-Haq et d'©?autres groupes comme s'©?ils '©taient '©« affili's '© des organisations terroristes » dans une tentative pour discr'©diter leur coop'©ration avec la CPI.

La Cour [s'©?est trouv'©e sur le point](#) d'©?ouvrir une enqu'©te officielle sur les crimes de guerre perp'©tr's en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occup's. Elle est '©galement positionn'©e pour l'©?ouverture d'©?une enqu'©te sur des crimes de guerre en Afghanistan, qui pourrait conduire

À la condamnation de représentants officiels des États Unis.

La possibilité que ces enquêtes se fassent est un test de l'impartialité et de la crédibilité de la CPI, qui [n'a jugé que des ressortissants de nations africaines](#) depuis son traité fondateur, le Statut de Rome de 2002.

Criminalisation de la défense des droits

Pour appuyer son allégation d'appartenance au terrorisme, le CJAP met en avant le fait que les animateurs d'organisations palestiniennes ont été arrêtés et détenus par Israël.

Une étude décisive de Human Rights Watch [publiée l'an dernier](#) observe que les Palestiniens qui vivent sous occupation militaire israélienne sont privés de leurs droits civils fondamentaux.

Ce rapport met en avant le cas de [Khalida Jarrar](#), une députée de gauche emprisonnée à la suite de son arrestation en octobre de l'année dernière. Elle est une des personnalités publiques que le CJP donne en exemple de l'appartenance des groupes de défense des droits humains au « terrorisme ».

Jarrar a été [emprisonnée deux fois](#) dans les années récentes et sujette à des interdictions de se déplacer à cause de son appartenance au [Front Populaire de Libération de la Palestine](#), considéré par Israël comme une « association illégale ».

« Les autorités n'ont jamais prétendu qu'elle avait quelque implication personnelle que ce soit dans des actions armées » déclare Human Rights Watch.

« Une opposition pacifique à l'occupation pourrait conduire en prison » a noté Omar Shakir, le directeur du bureau de Jérusalem de Human Rights Watch, lors de la publication du rapport.

Shakir a lui-même été [expulsé](#) par Israël à la fin de l'année dernière, une action dont Human Rights Watch dit qu'elle « reflète l'intensification de l'attaque des autorités contre les droits humains ».

Il y a longtemps qu'Israël criminalise la mobilisation politique et la défense des droits de la part des Palestiniens.

Le système de justice militaire israélien est connu pour [ne pas accorder de procès équitables aux Palestiniens](#).

L'an dernier, l'armée israélienne a mené des attaques contre les bureaux de [Addameer](#), une organisation de défense des droits des prisonniers palestiniens qui travaille aussi avec la CPI et qui est visée par le CJAP.

« Les autorités israéliennes ont envoyé un message clair à la société civile israélienne : quiconque ose s'exprimer publiquement sur les violations par Israël des droits humains en Israël et dans les Territoires Palestiniens Occupés risque d'être attaqué », a [dit](#) un représentant de Amnesty International lors de l'attaque des bureaux de Addameer.

Court-circuiter lâ??enquête de la CPI

Â« Cessez de rÃ©clamer vos droits sous peine dâ??Ã¢tre criminalisÃ©s Â» est le message que le CJAP entend dÃ©livrer [dans le cadre de lâ??escalade dâ??IsraÃ©l et des USA](#) qui sâ??efforcent de court-circuiter lâ??enquête de la CPI.

En donnant des dÃ©tails sur le plaidoyer engagÃ© par des groupes comme Al-Haq et Addameer, le document du CJAP ne fait que dÃ©montrer Ã quel point il est engagÃ© aux cÃ´tÃ©s de divers organismes et rÃ©seaux internationaux.

Il nâ??est pas trÃ¨s convaincant de prÃ©senter ces organisations comme le front du Â« terrorisme Â» alors quâ??elles passent leur temps Ã rencontrer des diplomates, Ã accueillir des dÃ©lÃ©gations Ã©trangÃ¨res et Ã participer Ã des confÃ©rence internationales sur le droit.

Mais ces activitÃ©s sont perÃ§ues comme Â« la guerre du droit Â» par le CJAP, dans son effort pour les discrÃ©diter.

La CPI, dont la procureur en chef, Fatou Bensouda, est aussi visÃ©e par le document du CJAP, a dÃ©clarÃ© que Â« la dÃ©sinformation et les campagnes de dÃ©nigrement ne changent pas les faits Â» en ce qui concerne la conduite de la Cour.

[#ICC](#) Prosecutor [#FatouBensouda](#): misinformation and smear campaigns do not change facts about the conduct of my Officeâ??s work concerning the situation in [#Palestine](#) â?? pic.twitter.com/1EKA7bcY4K

â?? Int'l Criminal Court (@IntlCrimCourt) [May 8, 2020](#)

Lâ??amalgame entre rÃ©sistance et terrorisme

Le vÃ©ritable but du CJAP est de rendre plus difficile aux organisations palestiniennes quâ??il cible de financer leur travail, en prÃ©santant les membres dirigeants et les Ã©quipes comme des terroristes.

Le CJAP cite, dans son document, les pays Ã©trangers qui financent lâ??action des groupes de dÃ©fense des droits humains visÃ©s par lui.

Les efforts dâ??IsraÃ©l pour Â« faire lâ??amalgame entre la rÃ©sistance et la rÃ©silience palestiniennes lÃ©gitimes et des actes terroristes Â» pour que les groupes palestiniens soient privÃ©s de financement, sont dÃ©veloppÃ©s dans un [rÃ©cent texte](#) de lâ??organisme de recherche Badil.

Lâ??an dernier, lâ??Union EuropÃ©enne a ajoutÃ© Ã lâ??octroi de subventions une clause de contre terrorisme Â« qui criminalise le droit lÃ©gitime du peuple palestinien Ã rÃ©sister Ã lâ??oppression Â» dÃ©clare Badil.

La clause exige que les bÃ©nÃ©ficiaires des subventions et leurs sous-traitants Â« sâ??assurent de ne dÃ©tecter aucun sous-traitant ni personnes physiques, dont des participants Ã des ateliers et /ou Ã

des formations et des tierces parties destinataires de soutien financier, qui soient sur la liste des mesures restrictives de l'UE Â» (les mesures restrictives renvoyant Â des sanctions).

La clause ressemble Â une [procÃ©dure d'agrÃ©ment](#) que l'USAID, l'agence d'aide du DÃ©partement d'Ãtat des USA a mise en place en Cisjordanie et Â Gaza depuis 2002 pour Â« aider Â s'assurer que les fonds de l'USAID et d'autres ressources ne bÃ©nÃ©ficient pas, par inadvertance, Â des individus ou des entitÃ©s terroristes, soutiens de terroristes ou affiliÃ©s Â des terroristes Â».

La clause de l'UE Â« est lourde d'implications d'une grande portÃ©e Â» pour les bÃ©nÃ©ficiaires palestiniens de subventions, explique Badil, et impose Â« un cadre qui criminalise certains partis politiques palestiniens Â».

Badil dÃ©clare que la clause Â« est Â comprendre dans le contexte de la pression croissante exercÃ©e par IsraÃ©l sur l'UE Â» en prÃ©santant des groupes de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne comme Â« infiltrÃ©s par de soi-disant terroristes en costume Â».

Cependant que l'UE dÃ©verse des fonds sur l'industrie d'armement israÃ©lienne et son ministÃ¨re de la dÃ©fense, soutenant tacitement les crimes de guerre documentÃ©s par les organisations palestiniennes dÃ©nigrÃ©es par le CJAP.

Al-Haq note que la nouvelle campagne de dÃ©nigrement n'est que la derniÃ¨re en date des attaques subies depuis sa crÃ©ation en 1979 :

Â« Ces attaques ont inclus des menaces de mort en particulier contre un ancien membre de l'Ã©quipe nommÃ© dans le rapport du (CJAP), des incitations Â la haine raciale, de la violence et des attaques contre son financement, dans le but ultime de crÃ©er un environnement coercitif et de rÃ©trÃ©cir son espace de sorte que son travail devienne impossible Â».

Les pressions croissantes et le rÃ©trÃ©cissement de l'espace dans lequel agir ont accru les difficultÃ©s pour les groupes palestiniens mais ne les ont pas dÃ©couragÃ©s.

Al-Haq a dit qu'il Â« resterait ferme Â» dans son soutien au procureur de la CPI et dans son action pour Â« la justice, la responsabilitÃ© et pour la fin de l'impunitÃ© en Palestine Â».

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date crÃ©Ã©e
2020/05/14